Bilan d'une semaine de campagne électorale à toute épreuve au Burundi

PANA, 03 mai 2020 Bujumbura, Burundi - Ni les aléas climatiques en cette saison de fortes pluies, ni l'avancée de la pandémie du Coronavirus (COVID-19) n'ont rien changé aux programmes des partis politiques qui achevaient, dimanche, la première semaine d'une campagne plutôt animée de l'élection présidentielle, prévue le 20 mai prochain au notent les observateurs.

En dépit des aléas, les foules ont massivement répondu présentes au rendez-vous des meetings de la présidentielle qui sera couplée aux législatives et aux communales, le même jour. Une mobilisation au-dessus de la moyenne a été particulièrement remarquable, du côté du candidat de la mouvance présidentielle, Evariste Ndayishimiye. La campagne du candidat donnait "favori", a été placée sous le signe de la "continuité" pendant que l'opposition appelle plutôt au "changement radical". Le chef de file de l'opposition, Agathon Rwasa, croit dur comme fer que les Burundais ont soif du changement d'un système qui a plongé le pays dans un "marasme économique et politique sans précédent". L'ancien maquisard avait été candidat malheureux lors de la présidentielle de 2015 et pense que son heure de gloire est arrivée. Les militants partagent la même conviction que leur leader et n'ont pas hésité à venir aux mains avec ceux du candidat du pouvoir, au cours de la première semaine de propagande. Les incidents les plus sérieux ont éclaté dès le premier jour de la campagne électorale à Ngozi, la ville natale du candidat de l'opposition, dans le nord burundais. La police a adressé une mise en garde sévère à l'opposant pour "incitation à la violence", ce dont il s'est défendu, en appelant les corps de défense et de sécurité à plus de neutralité. Du côté des cinq autres candidats engagés dans la course pour la présidentielle, dont deux à titre d'indépendants, le bilan est plutôt mitigé. La faute reviendrait aux mandats de l'Etat, s'ils ne sont pas audibles, fustigent-ils. Au niveau des discours de campagne électorale, l'on retiendra du candidat du pouvoir, l'engagement à consolider les acquis de ces 15 dernières années de gestion du pays. Les acquis en question ont été battus en brèche par l'opposition, se fondant plutôt sur l'immobilisme dans lequel se trouve le pays depuis des années. La situation du pays reste particulièrement dégradée suite aux précédentes élections générales controversées et marquées de violences, dont une tentative de coup d'Etat militaire manqué, en 2015. Quel que soit le prochain vainqueur, les Burundais attendent de tourner la page dans un pays où pratiquement tous les indicateurs socio-économiques sont au rouge. Cela passe par le rétablissement de la coopération internationale sans laquelle le Burundi ne peut pas subvenir à tous ses besoins. Le pays a, pendant longtemps, compté essentiellement sur les aides de la communauté internationale pour satisfaire ses besoins de développement. Le chef de l'Etat sortant, Pierre Nkurunziza, a élargi la crise de confiance avec la communauté internationale, en honorant son engagement de ne pas se représenter pour un quatrième quinquennat, depuis 2005. L'homme joue, par contre, un rôle influent dans la campagne électorale en cours, en affichant aux côtés du candidat du pouvoir et en appelant publiquement à voter pour lui.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});